

INFORMATION DU SALARIÉ AU REGARD DE SES DROITS

RELEVÉ DE CARRIÈRE (COMPTE INDIVIDUEL)

GÉNÉRALITÉS

Contenu

La situation de l'assuré est enregistrée sur un compte individuel - relevé de carrière géré par le Centre Informatique National basé à Tours.

Pour connaître sa situation personnelle, il suffit à l'assuré d'adresser une demande de "Relevé de Carrière" à sa caisse régionale - branche vieillesse - ou directement à la CNAVTS ou par Internet sur le site de CNAV (www.lassuranceretraite.fr) à tout moment, quel que soit son âge.

L'assuré doit préciser :

- son numéro de Sécurité sociale ;
- son adresse personnelle.

Sont mentionnés sur le relevé de carrière :

- l'identité du salarié (nom de naissance, prénom, nom du conjoint, numéro d'immatriculation à la Sécurité sociale) ;
- les années d'assurance ouvrant droit à validation de trimestre(s) ;
- les salaires enregistrés par la Caisse vieillesse au titre du régime général pour les périodes ≥ 01.01.1947 ;
- la validation des trimestres pour le régime général (périodes assimilées, périodes cotisées) ;
- la validation des trimestres pour les autres régimes ;
- le cumul des trimestres validés, tous régimes confondus (le cumul ne pouvant être supérieur à **4** trimestres par année civile) ;
- les majorations forfaitaires (enfants pour les mères de famille, congé parental).

REPORT DES SALAIRES SUR LE COMPTE INDIVIDUEL

Le salaire mentionné sur le compte individuel est le salaire ayant servi de base au calcul des cotisations d'assurance vieillesse.

En ce qui concerne les stagiaires bénéficiant d'un congé formation, le salaire reporté sur le compte individuel est un salaire moyen déterminé sur la base des bulletins de paie des **3** derniers mois effectifs d'activité précédant le stage, quelle que soit sa durée.

Pour les autres stagiaires, c'est l'assiette horaire forfaitaire sur laquelle sont calculées les cotisations prises en charge par l'Etat qui est reportée sur le compte individuel.

Le relevé de situation individuelle de situation (RIS) en ligne (www.lassuranceretraite.fr)

À partir de 2012 un relevé en ligne qui récapitule les droits dans l'ensemble des régimes de retraite, y compris les complémentaires.

Le site qui proposait déjà la consultation gratuite du "relevé de carrière" permet également de "consulter ma carrière", qui retrace l'ensemble de la carrière professionnelle en listant le nombre de trimestres et de points acquis auprès des régimes de retraite obligatoire de base et complémentaire.



Sur le site www.lassuranceretraite.fr, l'assuré a accès à plusieurs informations concernant sa retraite (voir ci-dessus).

RÉGULARISATION DU COMPTE INDIVIDUEL

Périodes du 1^{er} janvier 1942 à ce jour

Adresser, pour la ou les années litigieuses, une attestation d'employeur certifiée conforme aux livres de paie, mentionnant le montant du salaire brut et la retenue Sécurité sociale (part ouvrière) ou les bulletins de salaire correspondant ou, à défaut, nom et adresse des employeurs.

🔑 Sans la production de ces pièces, il n'est procédé à aucune rectification.

DEMANDE DE LA RETRAITE

IMPRIMÉ DE DEMANDE

La date de la demande est la date de réception de la demande établie sur le document prévu à cet effet « demande de retraite personnelle ». Elle est retenue pour fixer la date d'effet de la pension de vieillesse.

DEMANDE FORMULÉE PAR L'IMPRIMÉ RÉGLEMENTAIRE "PAPIER"

L'attribution de la retraite n'est pas automatique, l'assuré formule sa demande au moyen de l'imprimé réglementaire de retraite personnelle. Pour être recevable la demande de retraite déposée ou adressée par l'assuré doit être signée par le demandeur ou son représentant légal. Si l'assuré ne sait pas ou ne peut pas signer, l'endroit prévu pour la signature doit comporter la mention " ne sait pas signer ou ne peut pas signer " suivie de la signature de **2** témoins qui doivent écrire lisiblement leurs nom et adresse. La demande peut être signée par un tiers si l'assuré est sous tutelle. Le jugement de tutelle doit être joint à la demande.

A titre exceptionnel, la demande peut être signée par un mandataire si l'assuré, atteint d'une incapacité, a donné pouvoir à un mandataire par acte notarié. L'acte notarié constatant la procuration doit être joint.

La demande peut aussi être signée par un directeur d'hôpital psychiatrique. Il doit indiquer sa qualité et son identité.

Circulaire Cnav n° 2006/22 du 13/03/2006 § 12

Une demande formulée sur l'imprimé réglementaire disponible sur le site internet de l'Assurance retraite (www.lassuranceretraite.fr) est recevable, sous certaines conditions (imprimé réglementaire téléchargé sur internet). Pour être recevable, le formulaire obtenu sur internet doit :

- être imprimé et complété de manière lisible ;
- être conforme au formulaire officiel ;
- comporter la signature manuscrite originale (non scannée) du demandeur.

Si une des conditions n'est pas remplie, la caisse :

- informe l'intéressé par courrier postal de l'irrecevabilité du formulaire en expliquant les motifs du rejet ;
- joint à ce courrier un formulaire réglementaire ;
- et l'invite à présenter une nouvelle demande.

Circulaire Cnav n° 2001/72 rectificative du 18/01/2002

La date de réception de cette lettre peut être retenue pour fixer la date d'effet, si la demande réglementaire est reçue dans le délai de **4** mois suivant la date d'envoi de l'imprimé réglementaire au demandeur. Ce délai peut être augmenté compte tenu de l'éloignement de l'intéressé.


DEMANDE EN LIGNE

Le service de demande de retraite en ligne permet à l'assuré d'effectuer sa demande de retraite personnelle et d'envoyer les pièces justificatives par voie dématérialisée. Cette demande en ligne est uniquement accessible grâce à une authentification à l'espace personnel par le biais de **France Connect**.

France Connect est un système d'authentification et d'identification permettant aux assurés d'attester de leur identité dans le cadre de démarches administratives effectuées sur Internet. Ce système a été mis en place par la Direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'Etat (DISIC) et vise à simplifier les relations des assurés avec les organismes publics proposant des services dématérialisés.

Par conséquent, s'agissant de la demande en ligne, il ne sera pas exigé à l'assuré de présenter une pièce justifiant de son identité ou de sa nationalité. Cependant, pour les assurés de nationalité étrangère en dehors de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège ou de la Suisse, il est toujours demandé de fournir un titre de séjour en cours de validité ou un récépissé de demande.

En outre, il y a lieu de considérer que l'enregistrement de sa demande en ligne vaut signature de la demande de retraite. Concernant la retraite anticipée carrière longue, il ne sera pas demandé à l'assuré de fournir l'attestation positive délivrée par la caisse de retraite. En revanche, toutes les autres pièces doivent être fournies, sous format électronique ou papier, par l'assuré à l'appui de sa demande en ligne.

 La demande vaut pour l'ensemble des régimes de retraite, pour plus d'information connectez vous sur le www.info-retraite.fr <https://commentfairesademande.info-retraite.fr/intro>

DEMANDE COORDONNÉE ENTRE LE RÉGIME GÉNÉRAL ET L'AGIRC/ARRCO

Dans le cadre des actions coordonnées visant notamment à l'amélioration du service aux assurés, le régime général des salariés et les régimes complémentaires AGIRC/ARRCO ont mis en place un dispositif de signalements réciproques du dépôt d'une demande de retraite personnelle. Ce dispositif est destiné d'une part, à garantir la plénitude des droits des assurés en évitant qu'ils omettent de déposer leur demande auprès de l'un ou l'autre des régimes concernés, et d'autre part, à préserver le point de départ de ces retraites en tenant compte de la date de la première manifestation auprès du premier régime contacté.

Périmètre du dispositif

Les échanges de signalement visent les demandes de retraite personnelle ou de droits directs, à quel que titre que ce soit, émanant des assurés ou des représentants légaux suivants : tuteurs, curateurs et personnes disposant d'un mandat spécial délivré par le juge des tutelles (cas d'une sauvegarde de justice) :

- concernant les assurés résidant en France métropolitaine ;
- concernant les personnes dont le NIR est connu (certifié ou non).

Sont donc exclues des signalements :

- les demandes de retraite de réversion ;
- les demandes concernant des assurés résidant dans un département ou collectivité d'Outre-mer ou à l'étranger ;
- les demandes reçues dans le cadre des règlements de la coordination européenne ;
- les demandes des personnes dont le NIR n'est pas connu ;
- les demandes émanant des mandataires (autres que les représentants légaux cités précédemment).

CALCUL DE LA RETRAITE

Dans les régimes de retraite complémentaire, il existe deux systèmes de calcul de la retraite : le système par points et le système par annuités.

SYSTÈME PAR POINTS

CAS GÉNÉRAL

Le nombre de points acquis chaque année par le participant est égal au rapport entre le montant des cotisations annuelles versées au régime et le salaire de référence (ou cotisation de référence) de l'année correspondante.

FORMULE DE CALCUL DE LA RETRAITE AGIRC-ARRCO

1. Montant de cotisations = Tranches de salaires concernées x Taux contractuel ^(*)
2. Nombre de points = $\frac{\text{Montant de cotisation contractuelle}}{\text{Salaire de référence (Prix d'achat du point)}}$
Salaire de référence en 2025 : 20,1877 €
3. Comparaison Age/Durée d'assurance carrière *application éventuellement d'un coefficient de minoration*
4. Montant de la retraite = Nombre de points x Valeur du point x 1 ou coefficient de minoration
Valeur du point au 1^{er} novembre 2024 = 1,4386 €.

Les points ainsi calculés ne sont acquis que s'il y a eu versement effectif des cotisations dues au titre de la période correspondante. Toutefois, les participants justifiant qu'un précompte a été effectué sur leur salaire bénéficient, pour la période ayant donné lieu au précompte, des droits correspondant à l'ensemble des cotisations patronales et salariales qui auraient dû être versées à leur nom pour cette période.

^(*) Taux contractuel et non taux d'appel, ce dernier n'étant pas générateur de points.

PÉRIODES ANTÉRIEURES AU 1^{ER} JANVIER 1999

Tous les droits ou points inscrits aux comptes des participants des différents régimes membres de l'ARRCO, avant le 31 décembre 1998, qu'ils soient liquidés ou non, sont à effet du 1^{er} janvier 1999 transformés en francs et convertis en points du régime ARRCO.

S'agissant des droits encore non liquidés au 1^{er} janvier 1999, les institutions convertissent les montants des droits bruts inscrits aux comptes des participants.

Les majorations prévues par les règlements de certains régimes, qui sont susceptibles d'être appliquées aux droits attribués au titre des services antérieurs au 1^{er} janvier 1999, sont calculées lors de la liquidation de l'allocation.

Article 16 - Avenant n° 48 du 18 juin 1998

Le Conseil d'administration de l'ARRCO a fixé la valeur du point ARRCO au 1^{er} avril 1999 à 1 €.

La valeur du point à utiliser pour convertir les droits des allocataires en points ARRCO, correspond à la contrepartie en francs de l'euro, soit : **6,5596 F**.

Formule de conversion pour les personnes à la retraite avant le 1^{er} janvier 1999

$$\text{Nombre de points ARRCO au 01/01/99} = \frac{Na \times Nb}{Nc}$$

Na : Nombre de points validés par l'institution au moment de la liquidation

Nb : Valeur du point (en F) au 31/12/98 « ancien régime »

Nc : Valeur du point du régime ARRCO au 01/01/99 (6,5596)

Les droits d'un montant inférieur à 1 point (anciens régimes) ne doivent pas être arrondis à zéro mais faire l'objet d'une conversion en centièmes de points ARRCO. Les périodes de carrière, à compter du 1^{er} janvier 1999, donnent lieu à inscription de points ARRCO arrondis au **1/100^e** le plus proche. Il est cependant possible qu'aucun droit ne puisse être inscrit au titre d'un exercice (le montant de cotisation nécessaire à l'inscription d'un centième de point ARRCO en 2000 est de **0,75 F**).

Tous les droits d'un montant inférieur, résultant d'une cotisation extrêmement minime peuvent, par ailleurs, être portés systématiquement à 1 centième de point.

Lettre-circulaire ARRCO n° 2000-36 du 10 août 2000

RÉGIME UNIQUE ARRCO (1999)

Depuis le 1^{er} janvier 1999, l'allocation est calculée en multipliant le nombre de points inscrits au compte de l'intéressé, à la date de liquidation de ses droits, par la valeur du point du régime unique.

Elle est liquidée par une seule institution selon des modalités définies par la commission paritaire nationale.

Depuis le 1^{er} janvier 1999, le nombre de points inscrits chaque année au compte des intéressés est obtenu en divisant les cotisations contractuelles afférentes à chaque exercice par le salaire de référence du régime institué par l'accord du 25 avril 1996, afférent au même exercice.

RÉGIME UNIQUE AGIRC-ARRCO (2019)

Acquisition de droits (Article 50 de l'ANI du 17 novembre 2017)

Les périodes d'activités accomplies dans des entreprises ou organismes relevant du champ d'application du présent Accord donnent lieu à acquisition de points de retraite complémentaire selon les modalités décrites aux articles suivants.

Compte de points (Article 51 de l'ANI du 17 novembre 2017)

Chaque participant au régime dispose d'un compte de points de retraite complémentaire.

Points inscrits au titre d'une période d'activité dans une entreprise

Ce compte est alimenté en contrepartie du versement des cotisations, sauf dispositions contraires prévues aux articles suivants. Il comprend l'ensemble des points acquis par les participants tout au long de leur carrière dans une ou plusieurs entreprises relevant du présent régime, y compris pour les périodes antérieures au 1^{er} janvier 2019. Le nombre de points à inscrire chaque année au compte du participant salarié correspond au montant des cotisations résultant de l'application du taux de calcul des points afférentes à l'exercice en cours divisé par la valeur d'achat du point de l'année considérée.

Points attribués sans contrepartie de cotisations d'un employeur

Ce compte comporte des points attribués au titre de certaines périodes particulières sans contrepartie de cotisations dans des conditions fixées par la réglementation.

CONDITIONS POUR BÉNÉFICIER DE LA RETRAITE AGIRC-ARRCO

LIQUIDATION DANS LE CADRE DU RÈGLEMENT DU RÉGIME AGIRC-ARRCO

L'anticipation est possible avant l'âge normal de liquidation mais les points inscrits au compte du participant sont affectés d'un coefficient de minoration (**10** ans avant l'âge du taux plein).

RETRAITE ANTICIPÉE

À la condition d'avoir cessé toute activité salariée ou assimilée permettant d'acquérir des droits auprès des régimes AGIRC et ARRCO, il est possible de faire liquider sa retraite complémentaire à partir de **55** ans. Dans ce cas, celle-ci est minorée, à titre définitif, en fonction d'un coefficient d'anticipation qui varie selon l'âge auquel la demande est formulée (cf. tableau fiche suivante). Le nombre de trimestres acquis au titre des régimes de base de Sécurité sociale n'a, dans ce cas, aucune incidence sur la détermination du coefficient d'anticipation applicable à la date d'effet de la retraite.

En principe, les coefficients de minoration applicables sont fonction de l'âge à la liquidation de la retraite complémentaire, comme par exemple :

- à **55** ans, les points de retraite effectivement inscrits au compte de l'intéressé sont affectés du coefficient **0,43** ;
- en cas de prise de retraite entre **55** et **60** ans, le coefficient ci-dessus est majoré de : **0,0175** par trimestre écoulé entre l'âge de **55** ans et l'âge atteint lors de la liquidation de la retraite ;
- en cas de prise de retraite entre **60** et **62** ans, le coefficient applicable à **60** ans, soit **0,78** est majoré de **0,0125** par trimestre écoulé entre l'âge de **60** ans et l'âge atteint lors de la liquidation de la retraite ;
- en cas de prise de retraite entre **62** et **65** ans, le coefficient applicable à **62** ans, soit **0,88** est majoré de **0,01** par trimestre écoulé entre l'âge de **62** ans et l'âge atteint lors de la liquidation de la retraite.

L'âge de **55** ans est progressivement relevé à **57** ans du fait du passage de l'âge d'ouverture du droit à la retraite à **62** ans (voir tableau au verso).

Coefficient d'anticipation - carrières courtes

Âges et nombre de trimestres requis pour bénéficier du taux plein :

- Nés avant 1949 : 160 trimestres ;
- Nés en 1949 : 161 trimestres ;
- Nés en 1950 : 162 trimestres ;
- Nés en 1951 : 163 trimestres ;
- Nés en 1952 : 164 trimestres ;
- Nés en 1953 et 1954 : 165 trimestres ;
- Nés en 1955, 1956 et 1957 : 166 trimestres ;
- Nés en 1958, 1959 et 1960 : 167 trimestres ;
- Nés entre le 01/01/1961 et le 31/08/1961 : 168 trimestres ;
- Nés entre le 01/09/1961 et le 31/12/1961 et nés en 1962 : 169 trimestres ;
- Nés en 1963 : 170 trimestres ;
- Nés en 1964 : 171 trimestres ;
- Nés à compter de 1965 : 172 trimestres.

Trimestres manquants	Coefficients	Nés à compter de 1955
-	1	67 ans
1 trimestre	0,99	66 ans 9 mois
2 trimestres	0,98	66 ans 6 mois
3 trimestres	0,97	66 ans 3 mois
4 trimestres	0,96	66 ans
5 trimestres	0,95	65 ans 9 mois
6 trimestres	0,94	65 ans 6 mois
7 trimestres	0,93	65 ans 3 mois
8 trimestres	0,92	65 ans
9 trimestres	0,91	64 ans 9 mois
10 trimestres	0,90	64 ans 6 mois
11 trimestres	0,89	64 ans 3 mois
12 trimestres	0,88	64 ans
13 trimestres	0,8675	63 ans 9 mois
14 trimestres	0,855	63 ans 6 mois
15 trimestres	0,8425	63 ans 3 mois
16 trimestres	0,83	63 ans
17 trimestres	0,8175	62 ans 9 mois
18 trimestres	0,805	62 ans 6 mois
19 trimestres	0,7925	62 ans 3 mois
20 trimestres	0,78	62 ans

Exemple

Le coefficient applicable est déterminé par génération en fonction de l'âge atteint ou de la durée d'assurance, en retenant la solution la plus avantageuse pour l'intéressé. Ainsi, pour un participant né en 1964 demandant la liquidation de son allocation à l'âge de 63 ans et de 2 mois (coefficient 0,855) et qui totalise 167 trimestres d'assurance (coefficient 0,96 pour 4 trimestres manquants), pour avoir une retraite sans abattement, il lui faut 171 trimestres.

CALCUL DE LA RETRAITE

FORMULE DE CALCUL

Le calcul des points de retraite acquis par cotisation est effectué selon la formule :

$$\text{Nombre de points} = \frac{\text{Montant de cotisation contractuelle}}{\text{Salaire de référence (prix d'achat du point)}}$$

Le montant de la cotisation contractuelle est égal à la tranche de salaire concernée multiplié par le taux de cotisation contractuel.

Le calcul de la retraite est égal au nombre de points inscrits au compte du participant (affecté éventuellement d'un coefficient de minoration pour anticipation) multiplié par la valeur du point en vigueur au moment de la liquidation.

- **salaire de référence 2018 = 5,8166 €** ; à compter du 1^{er} janvier 2019, le salaire de référence AGIRC-ARRCO est fixé à **17,0571 €**.
- **valeur du point au 1^{er} janvier 2018 = 0,4352 €**.
Valeur du point au 1^{er} novembre 2019 : 1,2714
Valeur du point au 1^{er} novembre 2020 : 1,2714 €
Valeur du point au 1^{er} novembre 2021 : 1,2841
Valeur du point au 1^{er} novembre 2022 : 1,3498 €
Valeur du point au 1^{er} novembre 2023 : 1,4159 €
Valeur du point au 1^{er} novembre 2024 : 1,4386 €

Au 1^{er} janvier 2019, l'Agirc et l'Arrco fusionnent en un seul régime, le régime Agirc-Arrco. La valeur du point Agirc-Arrco est identique à la valeur du point Arrco. Seuls les points Agirc sont convertis. La formule de conversion garantit une stricte équivalence des droits. En résumé :

- pour le salarié non cadre, votre nombre de points reste le même : **1 point Arrco = 1 point Agirc-Arrco** ;
- pour le cadre : les points Arrco et les points Agirc sont regroupés au sein d'un seul compte de points. Au 1^{er} janvier 2019, les points Arrco deviennent sans conversion des points Agirc-Arrco, les points Agirc sont convertis en points Agirc-Arrco.

La formule de conversion des points Agirc garantit une stricte équivalence des droits. Un double affichage du nombre de points avant et après la conversion sera mis en place afin de faciliter la lecture. Une calculatrice de conversion sera mise à disposition au mois de juillet 2018.

FORMULE DE CONVERSION

Le coefficient de conversion est calculé selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Valeur du point AGIRC}}{\text{Valeur du point ARRCO}}$$

$$\frac{0,4378 \text{ (valeur du point Agirc)}}{1,2588 \text{ (valeur du point Arrco)}} \times 0,347791548$$


Nombre de points retraite complémentaire Agirc-Arrco :

- nombre de points Arrco = nombre de points Agirc-Arrco
- nombre de points Agirc X 0,347791548 = Nombre de points Agirc-Arrco

Montant de la retraite = Nombre de points Agirc-Arrco x Valeur du point Agirc-Arrco

Exemple de calcul de la retraite complémentaire Agirc-Arrco d'un salarié cadre (cas théorique à partir de la valeur du point Arrco en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2017) :

26 000 points AGIRC	26 000 x 0,347791548 = 9 049,58 points régime AGIRC-ARRCO
4 500 points ARRCO	4 500 points régime AGIRC-ARRCO
Points AGIRC-ARRCO	13 542,58 points régime AGIRC-ARRCO

 Sur les relevés de points à partir de 2019, pour une meilleure compréhension deux colonnes apparaissent : "Points anciens régimes" et "Points AGIRC-ARRCO".

COTISATIONS

ASSIETTE ET TAUX

GÉNÉRALITÉS

Assiette de cotisation

Les cotisations sont assises sur la rémunération globale brute de l'agent, y compris les heures supplémentaires ainsi que les indemnités attachées aux fonctions ou à l'emploi, comme par exemple :

- indemnités de congés payés ;
- indemnités de fin de contrat ;
- indemnités de résidence ;
- indemnités différentielles ;
- indemnités de départ en retraite ;
- indemnités d'attente pour les assistantes maternelles.

Sont exclus les éléments de rémunération ou les prestations à caractère familial ainsi que les indemnités représentatives de frais, sauf pour certaines catégories de médecins des établissements hospitaliers publics qui cotisent sur une partie seulement de leur rémunération. Pour les élus, l'assiette de cotisation correspond au montant des indemnités effectivement perçu.

EVOLUTION DU TAUX DE COTISATIONS

Les taux de cotisation sont modifiés à compter du **1^{er} janvier 2012** :

Évolution des taux d'appel de cotisations

Les taux d'appel servent à calculer le montant des cotisations à verser.

	Tranche A agent	Tranche A employeur	Tranche B agent	Tranche B employeur
Du 01/01/1989 au 31/12/2010	2,25 %	3,38 %	5,95 %	11,55 %
Du 01/01/2011 au 31/12/2011	2,28 %	3,41 %	6,00 %	11,60 %
Du 01/01/2012 au 31/12/2012	2,35 %	3,53 %	6,10 %	11,70 %
Du 01/01/2013 au 31/12/2013	2,45 %	3,68 %	6,23 %	11,83 %
Du 01/01/2014 au 31/12/2014	2,54 %	3,80 %	6,38 %	11,98 %
Du 01/01/2015 au 31/12/2015	2,64 %	3,96 %	6,58 %	12,18 %
Du 01/01/2016 au 31/12/2016	2,72 %	4,08 %	6,75 %	12,35 %
À partir du 01/01/2017	2,80 %	4,20 %	6,95 %	12,55 %

Évolution des taux théoriques de cotisations

Les taux théoriques servent à déterminer le nombre de points de retraite.

	Tranche A agent	Tranche A employeur	Tranche B agent	Tranche B employeur
Du 01/01/1992 au 31/12/2010	1,80 %	2,70 %	4,76 %	9,24 %
Du 01/01/2011 au 31/12/2011	1,82 %	2,73 %	4,80 %	9,28 %
Du 01/01/2012 au 31/12/2012	1,88 %	2,82 %	4,88 %	9,36 %
Du 01/01/2013 au 31/12/2013	1,96 %	2,94 %	4,98 %	9,46 %
Du 01/01/2014 au 31/12/2014	2,028 %	3,042 %	5,10 %	9,58 %
Du 01/01/2015 au 31/12/2015	2,112 %	3,168 %	5,26 %	9,74 %
Du 01/01/2016 au 31/12/2016	2,176 %	3,264 %	5,40 %	9,88 %
À partir du 01/01/2017	2,24 %	3,36 %	5,56 %	10,04 %

MONTANT DE LA PENSION

CALCUL DE LA PENSION

Le montant annuel de la pension vieillesse est proportionnel à la durée de services.

Ce montant est égal au produit du montant de la pension pour un trimestre de services et du nombre de trimestres de services effectués.

Depuis le **1^{er} janvier 2025**, la valeur pour un trimestre de services validés est de : **96,28 €** soit **11 553,60 €** par an pour les affiliés justifiant de **120** trimestres d'assurance.

Le service des pensions est suspendu pendant les périodes durant lesquelles le bénéficiaire reçoit un salaire soumis à cotisations au régime minier. Cette disposition n'est pas applicable à la période des **6** derniers mois de travail.

Article 143 - Décret n° 92 -1354 du 24 décembre 1992

SERVICE AU FOND

La pension est majorée de **0,15 %** pour chaque trimestre de travail accompli au fond.

Sont assimilées à des périodes de travail au fond :

- les périodes de pension d'invalidité générale ou de rente pour incapacité permanente de travail au moins égale à **2/3**, à condition d'avoir été occupé dans les travaux du fond jusqu'aux **3** derniers mois précédant l'interruption de travail suivie d'invalidité générale ou de l'accident de travail ou de la première constatation médicale de la maladie professionnelle ayant donné lieu à l'attribution de la pension d'invalidité générale ou de la rente pour incapacité permanente ;
- soit pour leur durée totale si l'affilié a accompli **20** ans au moins de services au fond ;
- soit pour une durée égale à la moitié ou à la totalité des services préalables au fond selon que l'affilié accompli moins de **10** ans ou de **10** à **19** ans de services au fond.

Lorsque l'affilié bénéficie d'un congé charbonnier de fin de carrière, à condition qu'il ait été occupé au fond jusqu'aux **3** derniers mois précédant ledit congé, cette période de congé est validée dans les mêmes conditions définies ci-dessus.

MAJORATION POUR ENFANTS NÉS OU ÉLEVÉS

Le titulaire de la pension, de l'un ou l'autre sexe, a droit à une majoration de **10 %**, s'il a eu ou élevé (à sa charge ou à celle de son conjoint) au moins **3** enfants pendant **9** ans avant leur **16^e** anniversaire.

CONJOINT À CHARGE

Les pensions peuvent être majorées d'une somme égale au taux de l'AVTS (Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés) lorsque le conjoint à charge atteint l'âge de **65** ans (ou **60** ans en cas d'inaptitude) et n'est pas bénéficiaire d'un avantage au titre d'une législation de Sécurité sociale.

Le montant intégral de la majoration est égal à celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, soit **4 023,51 €** au **1^{er} janvier 2025**, lorsque la durée d'assurance est de **60** trimestres au moins.

Si le nombre de trimestres est inférieur à **60**, le montant de la majoration est réduit par **60^e**, proportionnellement au nombre de trimestres pris en compte dans la pension.

Article 140 - Décret n° 92-1354 du 24 décembre 1992

ALLOCATION D'ATTENTE

Tout affilié au régime minier, âgé de moins de **50** ans et reconnu atteint, selon les conditions en vigueur, d'une incapacité permanente au moins égale à **30 %**, résultant de la pneumoconiose professionnelle, peut bénéficier, à sa demande, d'une allocation d'attente à condition de cesser toute activité professionnelle entraînant l'affiliation obligatoire au régime minier.

Cette allocation ne peut se cumuler avec une pension d'invalidité. Elle est, par contre, cumulable avec les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Cette allocation prend fin au plus tard, à l'âge de **50** ans. Elle est alors remplacée, soit par une pension de vieillesse, soit par une pension de veuve.

Le montant de l'allocation d'attente est égal à celui de la pension vieillesse correspondant à la durée de services accomplie par l'intéressé. Ce montant peut être, le cas échéant, majoré des avantages prévus.

L'allocation d'attente prend effet au premier jour du mois qui suit le dépôt de la demande.

Article 146 - Décret n° 92-1354 du 24 décembre 1992

ARTISANS - RÉGIME DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Les artisans ont créé et mis en place au 1^{er} janvier 1979, un régime complémentaire de retraite obligatoire qui fonctionne selon le même système que les régimes de retraite (type ARRCO).

À compter du 1^{er} janvier 2013 le régime des artisans fusionne avec le régime des commerçants pour devenir un régime unique.

L'ensemble des points est repris par ce régime.

COTISATIONS

ASSIETTE DE COTISATION

La cotisation est calculée sur le revenu de l'avant-dernière année sans cotisation provisionnelle ni ajustement comme dans le régime de base. La cotisation ainsi calculée est définitive.

Assiette maximum

L'assiette maximum est égale à **4** fois le plafond de la Sécurité sociale soit, pour **2025** :
47 100 € x 4 = 188 400 €.

TAUX DE COTISATION

À compter du 1^{er} janvier 2013 les cotisations de retraite complémentaire des artisans et des commerçants sont unifiées :

- soit **7 %** pour la part du revenu d'activité n'excédant pas le plafond de Sécurité sociale ;
- **8 %** pour la part du revenu d'activité excédant ce seuil dans la limite de **4** fois le plafond de la Sécurité sociale.

Pour les aides familiaux, la cotisation annuelle est assise sur un revenu égal au tiers du plafond annuel de Sécurité sociale ou sur un revenu égal au chef d'entreprise, si celui-ci est inférieur.

Décret n° 2012-139 du 30 janvier 2012

Le décret n° 2024-688 du 5 juillet 2024 fixe de nouvelles règles sur l'assiette et les taux de cotisations à compter du 1^{er} janvier 2025

Elle a ainsi retenu le principe d'une **assiette unifiée** pour les cotisations sociales et la CSG, constituée à partir d'un revenu correspondant au chiffre d'affaires après déduction des charges professionnelles (hors cotisations et contributions sociales) **abattu** d'un **taux** fixé à **26 %** représentatif d'une partie des cotisations et contributions.

Le taux de cotisation est fixé par le décret à :

- **8,1 %** (contre 7,0 % auparavant) pour la part de l'assiette de cotisations n'excédant pas le Pass ;
- **9,1 %** (contre 8 % auparavant) pour la part de l'assiette excédant le seuil précédent, dans la limite de quatre Pass.

Ces dispositions s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2025.

HISTORIQUE DU SALAIRE DE RÉFÉRENCE

	Année	Plafond RCI	Taux de cotisation T1	Taux de cotisation T2	Salaire de référence
RCO ⁽¹⁾	2004	29 712	4,00 %	4,00 %	13,8900 €
	2005	30 192	6,50 %	6,50 %	14,1120 €
	2006	31 068	6,50 %	6,50 %	14,3890 €
	2007	32 184	6,50 %	6,50 %	14,6480 €
	2008	33 276	6,50 %	6,50 %	14,8090 €
	2009	34 308	6,50 %	6,50 %	15,3000 €
	2010	34 620	6,50 %	6,50 %	15,4830 €
	2011	35 352	6,50 %	6,50 %	15,8080 €
	2012	36 372	6,50 %	6,50 %	16,1400 €
RCI ⁽²⁾	2013	37 032	7,00 %	8,00 %	17,309 €
	2014	37 513	7,00 %	8,00 %	17,309 €
	2015	37 513	7,00 %	8,00 %	17,309 €
	2016	37 513	7,00 %	8,00 %	17,324 €
	2017	37 513	7,00 %	8,00 %	17,324 €
	2018	37 513	7,00 %	8,00 %	17,4560 €
	2019	37 960	7,00 %	8,00 %	17,4560 €
	2020	38 340	7,00 %	8,00 %	17,691 €
	2021-2022	38 493	7,00 %	8,00 %	17,765 €
	2023	40 784 €	7,00 %	8,00 %	19,394 €
	2024	42 946 €	7,00 %	8,00 %	20,734 €
	2025	43 891 €	8,1 %	9,1 %	21,532 € €

⁽¹⁾ Retraite complémentaire des artisans.

⁽²⁾ Retraite complémentaire des indépendants.

AFFILIATION RSI

Sont affiliés à la Sécurité sociale pour les indépendants :

Artisans

Inscrits au répertoire des métiers dans les domaines de l'alimentation, du bois et de l'ameublement, du textile, du cuir, de l'habillement ou qui exercent une activité rattachée par décret aux professions artisanales.

Industriels et commerçants

Inscrits au registre du commerce ou assujettis comme commerçants à la taxe professionnelle ou exerçant une activité rattachée par décret aux professions industrielles et commerciales.

EXPLOITANTS AGRICOLES

LA RETRAITE DE BASE DES EXPLOITANTS AGRICOLES

ORGANISATION ET GESTION DU RÉGIME

Le régime de retraite des exploitants agricoles est géré par la MSA (mutualité sociale agricole), la retraite se compose :

- de la retraite de base et la retraite complémentaire des exploitants agricoles (non-salariés agricoles, ou NSA).

La retraite des exploitants agricoles obéit à des règles spécifiques. Elle est composée :

- d'une retraite de base, qui comprend deux pensions distinctes, l'une forfaitaire, l'autre proportionnelle aux revenus, qui fonctionne en points ;
- d'une retraite complémentaire obligatoire (RCO), depuis 2003.

Les membres de la famille de l'exploitant peuvent également être affiliés à la MSA et percevoir certaines prestations, au titre de plusieurs statuts :

- conjoint, partenaire de pacs ou concubin(e) travaillant sur l'exploitation (retraite de base et complémentaire) ;
- aides familiaux. L'aide familial est un membre de la famille, âgé de plus de **16** ans, qui travaille sur l'exploitation. Ce statut ne peut être conservé plus de cinq ans (retraite de base et complémentaire) ;
- membres de la famille travaillant sur l'exploitation (une partie de la retraite de base).

EXPLOITANT AGRICOLE, QUI EST CONCERNÉ ?

Régime d'affiliation d'exploitant agricole

Le monde agricole s'est doté depuis le 19^e siècle de ses propres institutions de sécurité sociale. Après la Seconde Guerre mondiale, la Mutualité sociale agricole (MSA) a pris en charge l'ensemble de la protection sociale du monde agricole.

Pour bénéficier de l'assurance vieillesse de la MSA, pour soi et sa famille, au titre du statut d'exploitant agricole, il faut remplir au moins l'une des conditions suivantes :

- cultiver une surface minimale, dite « Surface minimale d'assujettissement » (SMA), qui varie suivant les départements ;
- travailler (seul ou en société) au moins 1 200 heures par an sur l'exploitation (toutes activités cumulées) ;
- générer un revenu au moins égal à 800 fois le Smic horaire (**9 504 € en 2025**).

Le conjoint, partenaire de pacs ou concubin(e) d'un exploitant agricole travaillant avec lui peut bénéficier de la retraite de base et complémentaire de la MSA.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, cependant, il n'est pas possible de conserver le statut de conjoint collaborateur d'un exploitant agricole pendant plus de 5 ans. Au-delà de cette durée, le conjoint ou partenaire de l'exploitant qui souhaite continuer à cotiser à la MSA devra choisir entre le statut de salarié et celui de co-exploitant.

L'aide familial est un membre de la famille, âgé de plus de 16 ans, qui travaille sur l'exploitation. Il peut toucher la pension de base et complémentaire de la MSA. Mais ce statut ne peut pas non plus être conservé plus de 5 ans. Les autres membres de la famille travaillant sur l'exploitation, mais ne bénéficiant pas du statut d'aidant, peuvent percevoir une partie de la retraite de base.


LES DIFFÉRENTES COTISATIONS

Cotisations AVI (Assurance vieillesse individuelle)

Les exploitants agricoles versent plusieurs cotisations pour la retraite de base. Ils peuvent choisir de calculer ces cotisations sur la moyenne des revenus des trois dernières années, ou uniquement sur ceux de l'année précédente.

- une cotisation de **3,32 %** en 2025 ;
- cette cotisation appelée « Assurance vieillesse individuelle » (AVI), prélevée sur la part du revenu située en-dessous du plafond de la Sécurité sociale. Cette cotisation sert à financer la part forfaitaire de la pension de base, et ne peut être inférieure à celle qui serait calculée sur un revenu égal à **800** fois le SMIC horaire.

Ce montant plancher correspond à la cotisation qui serait acquittée sur un revenu égal à **800** fois le SMIC horaire. L'AVI n'est à payer que si l'exploitation agricole constitue l'activité principale ou unique de l'assuré. Une cotisation est également due pour chaque personne de la famille qui travaille sur l'exploitation sans être salariée (conjoint ou concubin collaborateur, aide familial, autres membres de la famille).

 Si l'exploitant est salarié par ailleurs, l'exploitation agricole ne représentant qu'une activité secondaire, il n'acquitte pas cette cotisation. Il en va de même pour les membres de sa famille.

ASPA - ASI

GÉNÉRALITÉS

Le but de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est de procurer à toute personne âgée un montant minimum de ressources uniforme quel que soit le régime auquel elle est rattachée.

L'allocation mise en place à l'origine par la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 a été modifiée par l'ordonnance n° 2004-65 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse.

L'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse a créé une allocation unique et différentielle : l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA). Cette allocation remplace les anciennes prestations constitutives du minimum vieillesse.

Une allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) est réservée aux assurés invalides qui ne remplissent pas la condition d'âge pour bénéficier de l'ASPA.

Le nouveau dispositif est entré en vigueur le **1^{er} janvier 2006**.

Pour les personnes seules, ou lorsque seul un des conjoints, concubins ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité en bénéficie, le montant de l'ASPA est le suivant :

Date	Plafond annuel Personne seule	Plafond mensuel Personne seule	Plafond annuel Couple	Plafond mensuel Couple
01/04/2025	10 978,30 €	914,85 €	19 212,03 €	1 601,00 €
01/04/2024	10 794,79 €	899,56 €	18 890,89 €	1 574,24 €
01/04/2023	10 320,07 €	860,00 €	18 060,13 €	1 505,01 €
01/07/2022	10 163,71 €	846,97 €	17 786,49 €	1 482,20 €
01/04/2022	9 772,80 €	814,40 €	17 102,40 €	1 425,20 €
01/04/2021	9 600,00 €	800,00 €	16 800,00 €	1 400,00 €
01/04/2020	9 000,00 €	750,00 €	15 750,00 €	1 312,50 €
01/04/2019	8 679,00 €	723,25 €	15 201,92 €	1 266,82 €
01/04/2018	8 542,33 €	711,86 €	14 962,52 €	1 246,87 €
01/04/2017	8 457,76 €	704,81 €	14 814,38 €	1 234,53 €
01/04/2016	8 432,47 €	702,70 €	14 770,07 €	1 230,83 €
01/04/2014	8 424,05 €	702,00 €	14 755,32 €	1 229,61 €
01/04/2013	8 373,81 €	697,81 €	14 667,32 €	1 222,27 €
01/04/2012	8 266,35 €	688,86 €	14 479,10 €	1 206,59 €
01/04/2011	8 096,33 €	674,69 €	14 181,30 €	1 181,77 €
01/04/2010	7 929,81 €	660,81 €	13 889,62 €	1 157,46 €
01/04/2009	7 859,08 €	654,92 €	13 765,73 €	1 147,14 €
01/09/2008	7 781,27 €	648,43 €	13 629,44 €	1 135,78 €
01/01/2008	7 719,52 €	643,29 €	13 521,27 €	1 126,77 €
01/01/2007	7 635,53 €	636,29 €	13 374,16 €	1 114,51 €
01/01/2006	7 500,53 €	625,04 €	13 137,69 €	1 094,80 €